

**Depuis 2 mois, les habitantEs expulséEs du 168 avenue du
Président Wilson, à la Plaine, sont toujours à la rue, contrainTEs
de « camper » au pied de leur immeuble !**

L'expulsion a eu lieu le 25 août 2016, sur une décision de justice datant de 2010, c'est-à-dire 6 ans après! Sans avoir été avisés, sans que la procédure de conservation de leurs biens propres ne soit respectée.

Aucune enquête sociale préalable qui aurait permis de mettre à l'abri les plus fragiles, en particuliers les enfants, les femmes avec enfants en bas âge, les femmes enceintes, les personnes malades.

Leurs affaires, leurs effets personnels, leurs papiers, sont restés dans les logements qui ont été murés par l'huissier. Depuis il leur a été impossible de les récupérer.

Ceci aboutit à une situation intolérable sur le plan humain et de la santé publique : une femme enceinte qui a failli accoucher dans la rue si elle n'avait été prise en charge in extremis à l'hôpital Jean Verdier. Des familles avec enfants, des personnes malades à la rue depuis deux mois, renvoyées à la "débrouille individuelle" et à la solidarité des associations et voisins du quartier. Les services sociaux de proximité dépendant de la Mairie de Saint Denis les ignorent ou les renvoient sur Paris au prétexte qu'ils n'ont pas assez d'attaches locales alors même que la domiciliation sur Saint Denis leur a été refusée !

Pire, ce lundi, un incendie s'est déclaré au 4ème étage de l'immeuble, dans un appartement vide dont les habitants avaient été expulsés en août. Les pompiers et la police ont dû fracturer les portes murées pour éteindre l'incendie. Deux nouvelles familles ont été évacuées sans que la moindre proposition d'hébergement ne leur soit faite

Devant l'urgence, nous demandons à la ville qu'elle s'engage plus nettement dans le soutien : soutien juridique, pour les démarches à entreprendre pour la récupération des affaires, soutien politique par la présence de la ville aux côtés des habitants dans les démarches vis-à-vis de la sous préfecture (hébergement, relogement, séjour).

Il est urgent que la discussion s'engage avec les pouvoirs publics pour que les revendications des habitants soient prises en compte, c'est-à-dire la possibilité de récupérer les affaires, l'hébergement de tous les habitants expulsés, la régularisation de celles ou ceux qui n'ont pas de papier.

Le collectif des habitants du 168 Wilson et leurs soutiens. Le 26 octobre 2016